

Finistère : retrouver l'audace de l'exemplarité pour construire le succès de la gauche au pouvoir

Le succès inégalé de François Hollande le 6 mai 2012 (58,86 %) nous confie des responsabilités particulières pour l'avenir.

Nous devons d'abord faire de notre congrès un moment utile pour tous les Finistériens qui ont élu des députés socialistes dans les huit circonscriptions du département. Il nous faudra conduire nos débats dans le double souci du rassemblement final et de la cohérence avec l'action gouvernementale. Il ne s'agit en effet pas de tourner une page mais d'en écrire une autre dans le même livre. Nous souhaitons donc que cette nouvelle étape de notre parti réponde au légitime besoin d'unité des militants tout en forgeant les règles pour que notre fédération renoue avec le nécessaire débat d'idées (I).

Il nous faudra ensuite engager une nouvelle phase du développement de notre fédération. Notre expérience, construite dans l'euphorie des bons jours et dans l'amertume des mauvais nous a appris combien l'issue du quinquennat qui débute s'écrira sur le terrain, là où la conscience politique se nourrit de la vie quotidienne, là où les rapports sociaux prennent racine. Le rôle du PS sera donc essentiel même si comme l'écrivait Léon Blum en 1945 « Dans cette vie de militant, n'espérez jamais trouver une tâche facile ». C'est pourquoi, nous proposons de retrouver, grâce à des propositions concrètes, l'audace réformatrice au service de l'exemplarité démocratique qui fait la marque reconnue de notre fédération (II).

Enfin, nous devons répondre aux velléités de reconquête électorale de la droite. Celle-ci espère se reconstruire après avoir clarifiée son identité politique et en misant sur les prochaines consultations locales. A nous de déjouer ce calcul en bâtissant un projet fédéral qui sache anticiper ces étapes, qui fournit des repères aux finistériens et qui trace des perspectives politiques (III).

1 – Réussir un congrès d'unité garantie d'une vie fédérale animée

L'ampleur historique du succès électoral de ce printemps ne s'est pas construite en quelques semaines de campagne. Tous les commentateurs ont d'ailleurs relevé la singularité bretonne dans la vague progressiste du mois de juin. La force politique de notre parti vient de loin. Si les électeurs nous ont manifesté comme jamais leur confiance en nous permettant de réaliser le grand chelem législatif, c'est d'abord parce qu'ils se sont retrouvés dans nos pratiques politiques faites de choix courageux et de comportements innovants. Si dans le Finistère partout la droite a reflué alors qu'ailleurs elle a pu résister – et parfois même vaincre -, c'est évidemment parce que les socialistes n'y sont pas tout à fait comme ailleurs.

Nous n'avons pas le droit de renoncer à cet héritage. Nous ne voulons pas d'un parti qui s'épanouisse dans l'opposition et qui ronronne dans la majorité. Mais dans le même temps, si l'opinion ne comprendrait pas qu'il ne soit pas solidaire du gouvernement, les militants eux n'entendent pas rester

passifs. Notre fédération ne peut se résumer à n'être qu'une simple machine électorale sauf à vouloir déjà préparer son déclin.

Pour convaincre, pour porter le dialogue, pour mobiliser les énergies disponibles autour des réformes que va conduire le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, il faut un parti qui, par sa façon de travailler, donne l'envie d'être socialiste. Nous ne pourrions fidéliser notre implantation électorale et l'élargir qu'en apportant une contribution originale sur les enjeux et défis de demain inhérents à notre territoire. Une telle approche réclame un niveau d'exigence rehaussé sur le contenu du projet et de se montrer exemplaire sur la méthode.

Le débat doit donc redevenir une dimension essentielle de notre vie fédérale. Il ne peut exister qu'en étant direct, permanent et sans artifice. Il doit recommencer à irriguer notre organisation, de la plus modeste section aux instances départementales. Un parti qui pense est un parti en avance. Oui ou non voulons-nous un parti tourné vers l'offensive et la mobilisation ? Où bien devons-nous nous résigner à n'être plus que quelque courroie de transmission confinée dans l'action électorale ?

Si notre fédération, qui a toujours mis un point d'honneur à organiser dans ses rangs la confrontation politique, se laissait aller à se replier frileusement sur des tâches de pure gestion administrative, le risque alors serait grand de susciter un fort sentiment de démotivation chez un grand nombre de nos militants et, au-delà, de nous couper de la population.

Nous proposons donc de redonner du sens politique et de remettre du contenu programmatique dans le fonctionnement de nos instances. Le monde et la société sont des puzzles en mouvement qu'il faut analyser en permanence. Les solutions sont aussi perpétuellement à inventer. La vocation de notre conseil fédéral n'est pas de se transformer en une simple chambre d'enregistrement où l'on se borne à commenter – brièvement - l'actualité. De même, conformément à nos statuts, le bureau fédéral doit se réunir régulièrement afin d'élaborer la stratégie de notre fédération permettant ainsi des choix politiques clairs.

En effet, si depuis toujours on vote beaucoup au PS, ces votes sont de plus en plus ritualisés et ne suffisent plus à nourrir notre vie militante. Bien sûr, il est appréciable d'avoir à se prononcer sur un enjeu mais un vote ne peut prendre son sens qu'après un débat. Or dans les dernières années, reconnaissons que ceux-ci furent trop souvent pauvres, absents ou bâclés. Pourquoi se priver d'une telle capacité délibérative ? Le parti doit être un lieu d'élaboration de notre conception de la vie publique et de l'action politique. La bataille des idées que conduit une organisation comme la notre se gagne aussi bien grâce à l'expression de ses dirigeants nationaux que par la force de persuasion démultipliée de tous ses militants.

2 – Retrouver l'audace réformatrice au service de l'exemplarité démocratique

Plus que d'autres, la fédération du Finistère s'est depuis plus d'une décennie préoccupée de la crédibilité de l'action politique. Avant tant d'autres, elle s'est concrètement lancée dans des procédures destinées à permettre un renouveau de la vie démocratique.

En quelques années, nous avons su bâtir une fédération dont tous les militants peuvent être légitimement fiers. Des premiers bâtisseurs dont l'impulsion opiniâtre permit pour la première fois au PS d'être présent en 1972 dans toutes les circonscriptions à ceux qui, grâce à leur rigoureuse gestion

financière, contribuèrent à nous sauver de l'abîme électoral de 1993, de l'élection d'une femme au premier secrétariat dès 1981 à l'adoption de règles audacieuses en matière de non cumul des mandats, de la volonté constante d'associer les militants à l'élaboration des programmes départementaux à l'animation déterminée du réseau des élus locaux, notre histoire conjugue en permanence la vitalité de nos initiatives et la constance de nos réformes fédérales. A chaque pas, nous n'avons eu de cesse de répondre à la crise de la représentation en cherchant à faire renaître la confiance entre les citoyens et les élus.

Quelle autre fédération s'est-elle librement imposée dès 1998, des règles de transparence dans l'élaboration de sa liste régionale ? Sans quel autre département, lors de tous les renouvellements cantonaux, l'exigence de parité tant au niveau des candidatures qu'à celui des élus a-t-elle été aussi opiniâtrement poursuivi ? Qui, sinon le Finistère, peut se féliciter de compter autant de députés socialistes sortants n'exerçant qu'un seul mandat ?

Ce sont l'originalité et la constance de notre démarche qui ont valu - un temps - à notre fédération de faire l'objet d'une forte attention de la part de nos instances nationales. Notre façon de travailler collectivement en confiance, avec loyauté et franchise, était citée en exemple. L'éthique finistérienne était enviée par d'autres fédérations qui n'hésitaient pas à s'inspirer des documents votés par notre conseil fédéral quand ce n'était pas directement par les adhérents comme notre « charte fédérale de la rénovation » de juin 2009 issue d'une longue maturation.

Nous invitons donc à retrouver le chemin de cette audace car faire vivre une organisation comme le PS, ce n'est pas anodin. Cela dit beaucoup de la société que nous voulons construire. Pour notre part, nous voulons un parti rassemblé pour aider François Hollande à réussir dans les cinq prochaines années. Nous voulons une fédération qui cultive sa capacité à penser l'avenir sans tabou. Nous voulons un PS finistérien qui redevienne une véritable force de propositions et l'efficace relai des aspirations des citoyens.

Pour atteindre ces objectifs, il faut d'abord, au sein de notre fédération, instaurer trois droits fondamentaux au profit de tous : le droit à l'information, le droit à la parole et le droit à la publication. A cette fin, il convient notamment, en premier lieu, que le militant soit écouté et respecté. On ne peut rien construire de solide sur la division des socialistes. Dans cette perspective, le rôle d'un premier secrétaire doit être celui d'un fédérateur, pas d'un représentant d'intérêts territoriaux ou partisans. Sans la reconnaissance et la pleine jouissance de ces droits, sans une gouvernance renouvelée, inutile de table sur l'émergence de nouvelles forces pour assumer les devoirs d'un parti de gouvernement.

Pour que la voix de fédération recommence à porter aux niveaux national et régional, il convient de rompre avec des pratiques opaques ou claniques qui génèrent un indéniable sentiment de frustration, voire de colère chez les militants. Notre message ne redeviendra audible et attractif que si nous sommes en mesure de faire preuve d'une incontestable transparence dans la méthode et les processus de décision.

Reprenons donc notre marche en avant en rompant avec une gestion fédérale qui a trop volontiers obéi à des considérations tactiques à court terme. Il faut clairement reprendre l'offensive dans le domaine de l'éthique, de l'exemplarité et de la démocratie, en s'attachant prioritairement à assainir notre fonctionnement interne. C'est dans son quotidien qu'une organisation comme la nôtre doit démontrer sa force.

Puisque nous souhaitons une démocratie plus transparente, plus délibérative, la parité, une meilleure séparation des pouvoirs, des contre-pouvoirs efficaces, engageons sans attendre ces changements.

Sans parler de bouleversements de structures, quelques novations simples et concrètes peuvent s'envisager. Par exemple, pourquoi ne pas doter la fédération d'un médiateur fédéral susceptible d'arbitrer les conflits en amont de la procédure prévue par nos statuts ?

Pourquoi ne pas s'inspirer des pratiques en vigueur dans les collectivités régionales en imaginant une possibilité pour le conseil fédéral de voter une « motion de défiance constructive »^[1] à l'encontre du premier secrétaire en cas de désaccord lourd et durable ? L'exercice d'un pouvoir personnel ne peut trouver place dans notre vie démocratique.

Pourquoi ne pas octroyer au conseil fédéral la faculté de maîtriser une partie de son ordre du jour, de manière à lui permettre d'inviter des personnalités extérieures susceptibles d'éclairer certains débats ? Une telle instance doit cesser d'être un enclos pour redevenir un carrefour. On ne réfléchit pas en circuit fermé.

3 – Rebâtir un projet fédéral pour assurer l'ancrage durable des socialistes

Le travail qui nous attend pour les trois années à venir est à la mesure de la densité du calendrier électoral. Il est donc considérable puisque, pour le moment, en 2014, cinq consultations sont programmées : en mars les municipales, les cantonales et les régionales puisque nous allons abroger le conseiller territorial, en juin les européennes et en septembre les sénatoriales. Il est possible que des aménagements soit trouvés par un décalage de certains de ces scrutins mais cela ne diminuera pas les conséquences politiques de ces rendez-vous.

Où la droite parvient à reconquérir des territoires et la seconde moitié de quinquennat débutera dans le pessimisme. Où nous conservons nos positions et même nous réussissons à en remporter de nouvelles et l'heureuse perspective d'une réélection de François Hollande commencera à s'esquisser.

C'est évidemment cette dernière perspective que les décisions de notre prochain congrès doivent nous permettre de préparer. Il n'y a pas de sens déchiffrable de l'histoire. Il n'est nulle part écrit que l'opinion sanctionnera inévitablement les sortants socialistes. Au contraire les possibilités de progression sont à notre portée : le gain de nouveaux cantons est à notre portée (Briec, Taulé, Ouessant, Morlaix, Landivisiau...) de même que la reconquête de villes perdues en 2008 (Morlaix, Landerneau, Quimperlé, Concarneau, Guilers, Douarnenez...) ce qui contribuera à conforter la courte majorité de gauche existante au Sénat (trois voix).

Les élections législatives viennent encore de le rappeler : les socialistes sont les mieux placés pour faire gagner la gauche. Nos atouts sont solides : notre réseau militant maille tout le département et nous disposons d'un nombre conséquent d'élus locaux dotés d'une légitimité incontestable et doués d'une vraie compétence.

Dès lors, la fédération est le bon outil pour anticiper ce moment. C'est à elle qu'il appartient de créer les conditions d'émergence de nouveaux candidats. C'est largement d'elle dont dépendra la façon dont nos propositions seront élaborées. C'est enfin sur elle que reposera la formation nécessaire des militants pour qu'ils puissent prendre toute leur place dans les confrontations à venir.

Cette responsabilité appelle des changements dans notre organisation fédérale. D'une part parce que pour la première fois depuis dix ans, nous sommes à nouveau dans la majorité et que cela nous confère des devoirs nouveaux. Et d'autre part parce que la période qui s'est terminée le 17 juin a marqué une profonde évolution dans le rôle et le fonctionnement de notre parti. Les signes plus visibles en sont la fin de la désignation en interne de notre candidat grâce au succès des primaires, l'influence capitale dans l'animation du débat public d'acteurs extérieurs aux organisations politiques (clubs et fondations) et la professionnalisation des moyens engagés pour mener campagne. Nous devons donc prendre acte de cette mutation à laquelle nous avons d'ailleurs tous participé.

Notre fédération ne peut donc se contenter d'être un lieu confortable où l'on éprouve le plaisir des convictions partagées. Mais transformer un parti, c'est affronter la part d'inconnu qui l'entoure, voir de nouveaux visages, entendre de nouveaux discours, connaître de nouveaux talents. Pas facile pour tous.

Ainsi, il faut investir dans notre communication. Le « Cap Finistère » est aujourd'hui le seul lien qui unit les militants au parti. Son existence est un atout. Mais si beaucoup d'efforts ont été faits dans le passé, il reste néanmoins trop peu vivant. Il faut donc en revoir la maquette en ajoutant des tribunes libres, un suivi du travail des parlementaires ou des secrétaires fédéraux. Il doit surtout être plus interactif en privilégiant le débat contradictoire dans ses colonnes par rapport à un consensus affiché qui nuit à son dynamisme.

Pourquoi aussi ne pas favoriser la naissance de « sections thématiques » qui seraient un complément aux sections territoriales ? Ainsi un militant intéressé par un sujet, soucieux d'apporter sa contribution ou son expérience, pourrait-il s'inscrire dans une section thématique en restant adhérent dans sa section locale. Elles pourraient être un terreau particulièrement fécond pour participer à la prochaine réflexion programmatique qui accompagnera impérativement les renouvellements cantonaux et régional. Domaine par domaine, des statues sont à renverser et des pistes à éclairer.

Evidemment, il faut revitaliser l'Université Permanente Fédérale afin de donner corps à l'art. 2.6. de nos statuts qui prévoit que « tout adhérent/e du PS a droit à une formation ». A titre d'exemple, quels efforts ont été fait pour permettre à chacun de connaître les règles de participation au prochain congrès ? Combien de militants connaissaient le calendrier autorisant le dépôt d'une contribution telle que celle-ci ? Une telle initiative n'était pourtant pas réservée aux seuls « responsables fédéraux », chaque adhérent pouvait rédiger un document et l'adresser à la fédération. Mais qui le savait ? Les combats qui attendent les socialistes (répondre à la droite et à l'extrême droite, riposter aux campagnes de dénigrement des médias, résister à l'air du temps) exigent plus que jamais des militants politiquement bien formés.

Enfin, il faut construire, en lien avec l'UESR, un « séminaire 2014 » uniquement dédié aux prochains scrutins. Espace privilégié de préparation pour les futurs candidats, il s'articulera autour de séances plénières, d'ateliers et de débats organisés « hors les murs », en présence d'invités spécialisés. L'ensemble complet et cohérent conjuguera un apport de connaissances théoriques et l'apprentissage de méthodes d'animation politique.

Au final, ces quelques idées ne sont que des pistes destinées à reconstruire un équilibre serein et harmonieux entre la fédération, les sections, les militants et les élus. Nous espérons qu'elles pourront faire consensus, notre objectif étant de favoriser un rassemblement des socialistes autour d'une démarche novatrice et constructive. Elles ne prétendent ni à l'exhaustivité ni à la perfection et seront enrichies par l'apport de tous les militants qui voudront bien nous rejoindre. Elles ont vocation à initier le débat de telle sorte que ce congrès s'épargne les querelles de personnes ou les luttes d'appareils. Elles ont en commun la volonté de renouer avec la voie finistérienne de l'innovation démocratique.

Elles sont enfin à l'image des valeurs que devrait porter notre parti : humilité, collégialité, responsabilité.

[1] Autorisée par la Loi fondamentale allemande, il s'agit d'une procédure qui permet à une assemblée de voter la censure du responsable exécutif de l'action tout en prévoyant la désignation de celui appelé à le remplacer.

Les premiers signataires :

- Patricia Adam, députée, bureau fédéral, Eliane Auffret, secrétaire de section par intérim Landivisiau, Gilbert Bellec, premier adjoint au maire Lannilis, Marguerite Bléas, conseillère municipale Landivisiau, Daniel Créoff, conseiller général, Damien Deschamps, adjoint au maire de Plouzané, Brigitte François, secrétaire de section de St Yvi, Florent Gayte, secrétaire de section de Guipavas, Bruno Grall, délégué de 1ère circonscription, Gilbert Gramoullé, conseil fédéral, adjoint au maire de Quimper, Chantal Guittet, députée, bureau fédéral, Fabrice Huret, vice-président de Brest Métropole Océane, Pascal Inizan, conseiller municipal Landerneau, André Jugan, délégué de 3ème circonscription, Tino Kerdraon, commission fédérale des conflits, Georges Kergonna, conseiller général, 1er adjoint au maire de Quimper, Jean-Michel Le Bihan, secrétaire de section de Milizac, Danièle Le Bot-Ségal, secrétaire de section de Fouesnant, Didier Le Gac, vice-président du conseil général, maire de Lampaul Plouarzel, Marc Le Hénañf, conseil fédéral (Quimper), Loïc Le Menedeu, secrétaire de section de Plabennec, Jean-Claude Lessard, bureau fédéral, conseiller régional, Andrew Lincoln, secrétaire fédéral (Plouguerneau), Marie-Jo Louarn, secrétaire de section du Cap Sizun, Michel Loussouard, conseiller général (Rosporden), Yohann Nédélec, bureau fédéral, maire du Relecq Kerhuon, Roger Mellouet, vice-président du Conseil général, maire de Pont de Buis, Gérard Mével, conseiller régional, Jacqueline Olivet, secrétaire de section de Landerneau, Christian Plassard, conseiller général de Plabennec, Jean-Pierre Porée, trésorier fédéral, Alain Queffelec, maire de Guipavas, Yves Quémeneur, secrétaire de section de Plouzané, Stéphane Riou, secrétaire fédéral, Bernard Rioual, maire de Plouzané, vice-président de Brest Métropole Océane, Forough Salami, secrétaire fédérale, membre du conseil national, vice-présidente du conseil régional, Reza Salami, conseiller général, adjoint au maire de Brest, secrétaire de section de Brest Rive Gauche, Nathalie Sarrabezolles, vice-présidente du Conseil général, Renaud Sarrabezolles secrétaire de section du Relecq Kerhuon, conseil fédéral, vice-président de Brest Métropole Océane, Natacha Tessier, secrétaire de section Iroise, Jean-Jacques Urvoas, député, bureau fédéral